

## LES FAITS MARQUANTS DE LA RIP DE LA CDD: MARDI 27 FEVRIER 2007

Les délégués ont consacré la séance du matin et une partie de l'après-midi, à l'examen du thème de l'énergie au service du développement durable, puis sont passés à celui du développement industriel. S'agissant du thème de l'énergie, les discussions ont été axées sur l'accès à des services énergétiques fiables et abordables, sur l'efficacité énergétique, le financement et l'investissement, la mise au point et le transfert de technologies propres et avancées et sur différentes sources d'énergie. Au sujet du thème du développement industriel, la RIP s'est concentrée sur les questions de promotion d'un environnement favorable, de création des capacités et du changement des modes de consommation et de production.

### L'ENERGIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Les délégués ont abordé ce thème, mardi, au cours des séances du matin et de l'après-midi. La session a commencé par des exposés présentés par des conférenciers, suivis par des déclarations des parties.

**LES EXPOSES:** Bikash Pandey, du Winrock's Clean Energy Programme, Pakistan, a parlé du lien étroit entre les thèmes de l'énergie et de l'allègement de la pauvreté, et a affirmé l'importance de l'énergie pour le développement durable. Il a souligné l'élévation sans précédent enregistrée dans l'investissement dans les sources d'énergie renouvelables (représentant actuellement un quart des dépenses totales), surtout dans les pays de l'OCDE, la Chine et l'Inde. Il a encouragé l'adoption de calendriers pour un accès abordable aux services énergétiques modernes, et la création de partenariats mondiaux pour la reproductibilité et l'intensification des expériences.

Shahmar Movsumov, State Oil Fund, Azerbaïdjan, a parlé de la participation de son pays dans l'Initiative pour la transparence des industries extractives, et a mis en relief l'importance de l'utilisation prudente des ressources naturelles, de la transparence, de l'imputabilité et de la collaboration avec les parties prenantes.

Hasan M. Qabazard, OPEP, a proposé l'adoption d'une approche à long terme reconnaissant que les pays pauvres doivent accorder une priorité à l'éradication de la pauvreté, tout en cherchant une voie d'accès au développement durable, et qu'ils sont défavorisés dans les marchés compétitifs mondiaux. Il a mis en exergue le besoin d'un soutien international, précisant que les institutions de développement au sein de la communauté de l'OPEP ont dépensé plus de 75 milliards de dollars pour financer 5000 projets dans 120 pays.

### DECLARATIONS DES PARTIES ET DES PRINCIPAUX GROUPEES:

Plus de 50 délégués ont présenté des déclarations. **L'Accès à l'énergie:** Le G-77/CHINE a parlé des besoins particuliers des PEID, des PAM et des pays émergents de conflits, et a recommandé, entre autres, l'accroissement de l'accès à travers l'amélioration de la transparence des marchés de l'énergie et de l'infrastructure et de l'énergie et du transport. Le délégué a également encouragé l'impulsion de la coopération régionale à travers l'interconnexion des réseaux électriques et des pipelines de pétrole et de gaz, et la coopération internationale, pour l'harmonisation des normes et de l'étiquetage des appareils et des méthodes d'essai de l'efficacité énergétique.

L'UE a souligné l'immensité du problème de l'accès à des services énergétiques abordables, fiables et d'approvisionnement durable, et de l'échelle des ressources nécessaires, et a appelé à des efforts mondiaux accrus pour guider les investissements. Le délégué des ETATS-UNIS a mis l'accent sur quelques-unes des solutions qui ont fait leurs preuves, qui ont émergé des 120 cas

figurant actuellement dans la Matrice, et a appelé la CDD à se concentrer sur la divulgation, la reproduction et l'amélioration des solutions émergentes des expériences des pays.

Plusieurs pays ont apporté leur appui à l'idée d'une concentration sur les questions de l'énergie rurale et de l'électrification dans les pays en développement, et sur le lien avec le thème de l'éradication de la pauvreté. L'AFRIQUE DU SUD a souligné la nécessité d'un ensemble d'initiatives visant à répondre aux besoins des zones rurales, notamment dans les domaines du transport, de petites centrales d'énergie hydraulique et de petits réseaux électriques, et a encouragé une concentration sur la mise en application. La Barbade, au nom de l'AOSIS, et la PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE, ont parlé de la dimension du problème de l'égalité des sexes dans les questions de l'énergie en zone rurale. La porte-parole des FEMMES a appelé à réduire de moitié le nombre des femmes sans accès aux services énergétiques modernes pour la cuisson et autres besoins critiques du ménage. Le délégué des PAYS-BAS a décrit un projet impliquant les ONG et les institutions financières internationales pour l'amélioration de l'accès de 10 millions de femmes à l'énergie. L'AFGHANISTAN a parlé des besoins énergétiques particuliers des pays émergents d'un conflit armé.

Plusieurs parties ont également mis en relief la sécurité énergétique. L'INDONESIE et le JAPON ont mis l'accent sur la Déclaration de Cebu sur la sécurité énergétique des pays de l'Est asiatique. La CHINE a encouragé une coopération internationale plus solide et l'évitement de la politisation des questions énergétiques.

**L'efficacité énergétique:** Le G-77/CHINE a encouragé l'amélioration de l'efficacité énergétique à travers la mise en place de cadres de soutien politique au niveau national, la réforme du secteur électrique et l'harmonisation des systèmes d'essai, de certification et d'étiquetage. L'UE a encouragé tous les Etats à adopter des objectifs inscrits dans des calendriers précis pour accroître l'efficacité et la diversité des sources, soulignant que le Conseil de l'UE pour l'Energie a récemment plaidé pour des objectifs visant une réduction des utilisations énergétiques de 20%, d'ici 2020, et ce à travers l'accroissement de l'efficacité énergétique, l'augmentation de la part des sources d'énergie renouvelables de 20% et l'amélioration de la part des biocombustibles de 10%. Le JAPON a souligné la valeur de l'établissement de normes d'efficacité énergétique. La NORVEGE a mis en exergue l'efficacité énergétique, l'élimination des subventions, une utilisation plus efficace des combustibles fossiles, y compris le passage au gaz naturel, et la bonne gouvernance et des mesures contre la corruption. Le représentant des COMMERCE ET INDUSTRIE a plaidé pour l'efficacité énergétique à travers la chaîne entière qui va de la production à la consommation, et a souligné la nécessité de mesures d'encouragement pour le secteur privé pour la mise au point et la diffusion des technologies, qui dépendent de la protection des brevets et des droits de propriété intellectuelle.

**Le financement et l'investissement:** Le CANADA a souligné l'importance de l'instauration d'un environnement favorable à l'investissement dans l'énergie, de la mise au point de technologies énergétiques propres, du traitement des problèmes de gaspillage et de préservation de l'énergie. Le JAPON a encouragé une plus grande coopération avec le secteur privé, étant donné que ce dernier a mis au point la plupart des technologies propres disponibles. Le MEXIQUE a appelé à l'arrêt des subventions qui portent préjudice à l'environnement, et le COSTA RICA a apporté son appui à l'élimination des subventions, en particulier, celles accordées aux industries extractives.

L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que les augmentations enregistrées dans la demande d'énergie nécessiteront de grands investissements, et a encouragé la prise de mesures visant à traiter les incertitudes et la volatilité du marché. La PALESTINE a déclaré que les populations vivant sous occupation étrangère sont

privées du choix et du contrôle des sources d'énergie et sont obligées de payer des prix excessifs pour l'énergie importée. Le VENEZUELA a encouragé la solidarité dans le traitement des questions énergétiques. La RÉPUBLIQUE DE COREE a parlé des incitations fiscales pour baisser le coût du propane, de la mise en place de subventions pour soutenir les systèmes de livraison en zones rurales et de la réduction des émissions et des utilisations, à travers des mesures d'encouragement à l'efficacité énergétique dans la conception et la construction d'immeubles.

**La mise au point et le transfert des technologies:** Plusieurs pays ont souligné que les coûts initiaux et les technologies nécessaires à la mise au point de sources renouvelables constituent un obstacle de taille, et ont encouragé les donateurs à y apporter leur soutien. L'AOSIS a parlé du vaste potentiel de sources renouvelables dans les PEID, si des financements suffisants étaient mis à disposition. Le QATAR a appelé à des transferts de technologies pour le traitement des questions de piégeage et de fixation du gaz carbonique. L'AZERBAÏDJAN a encouragé le transfert des technologies aux pays exportateurs de pétrole en développement pour s'assurer de la production de combustibles fossiles propres. Le KOWEÏT a encouragé la conduite d'un examen attentif des effets nocifs possibles des sources d'énergie renouvelables, en particulier, dans les pays en développement. L'INDE a proposé une plus grande coopération entre les institutions de recherche et développement dans le domaine de la mise au point des technologies.

**Les sources d'énergie:** Plusieurs orateurs ont souligné l'importance des sources d'énergie renouvelables. La TUNISIE a présenté un rapport sur l'utilisation de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne et a encouragé la coopération régionale et sous-régionale dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Le CHILI a décrit ses priorités en matière d'énergie, notamment, le développement des sources d'énergie renouvelables et l'élaboration d'un cadre permettant aux secteurs privé et public de travailler ensemble pour fournir une énergie tenant compte des facteurs environnemental et social. Le ROYAUME-UNI a suggéré une accélération de la diffusion des énergies renouvelables, une meilleure utilisation des opportunités énergétiques non exploitées dans les pays en développement, l'échange des bonnes pratiques et la reproductibilité des modèles réussis. L'EGYPTE et le MAROC ont donné un aperçu de nouveaux projets axés sur l'énergie éolienne et l'énergie solaire.

Plusieurs orateurs, dont les délégués de l'IRAN, de l'ARABIE SAOUDITE, du KOWEÏT et des EMIRATS ARABES UNIS ont indiqué que les combustibles fossiles continueront à être la forme d'énergie dominante, et ont mis en relief les questions de diversification économique.

La FEDERATION DE RUSSIE a mis l'accent sur l'importance de la solidarité des parties dans le marché de l'énergie, y compris les pays fournisseurs, les pays de transit et les pays consommateurs. Le délégué a appelé à l'adoption d'une approche équilibrée par rapport à toutes les composantes du panier énergétique, y compris les sources d'énergie nouvelles et renouvelables et l'énergie nucléaire. L'ISLANDE a déclaré que les sources d'énergie renouvelables, en particulier, l'énergie géothermique, offrent une solution attractive et à coût modéré, mais qu'une volonté politique est requise.

L'ALGERIE a souligné le rôle du gaz naturel et de l'énergie nucléaire, et l'ARGENTINE a parlé du rôle de l'énergie nucléaire compte tenu des préoccupations suscitées par les changements climatiques. L'AOSIS a déclaré que l'énergie nucléaire devrait être éliminée dans les meilleurs délais pratiques possibles, vu les risques posés par cette technologie. Au sujet du piégeage et de la fixation du gaz carbonique, le représentant a déclaré que cette technologie est à ses débuts et que, par conséquent, elle ne devrait être considérée que dans le cadre du MDP lorsqu'il aura été évalué de manière appropriée d'ici 3 à 5 ans. L'INDE a déclaré que nous devons éviter de diaboliser l'emménagement de l'énergie nucléaire et du gaz carbonique, car toutes les sources seront requises et les combustibles fossiles seront là pendant un certain temps encore.

ISRAEL a déclaré que l'utilisation écologiquement rationnelle des schistes bitumineux devrait être examinée de manière sérieuse. Le BRÉSIL, les PAYS-BAS et l'ITALIE ont souligné le rôle des biocombustibles, et l'ITALIE a également mis en exergue le défi consistant à éviter les effets négatifs sur la production alimentaire. Le BRÉSIL a attiré l'attention sur le lancement du Forum International sur les Biocombustibles, qui aura lieu le 2 mars. Le délégué des ILES SALOMON a proposé que la CDD crée une base de données pour les technologies communautaires, y compris les petits pôles d'énergie hydraulique.

NAURU a demandé un soutien international pour la maîtrise de l'énergie marémotrice. Le SENEGAL a parlé du problème du déboisement à grande échelle, causé par le manque d'accès aux énergies alternatives. La JORDANIE a parlé d'études montrant la manière dont la combinaison de l'énergie solaire et de l'énergie thermique pourrait grandement réduire la dépendance à l'égard des sources d'énergie externes.

## LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Cette séance a été modérée par les vice-présidents de la CDD, Jiří Hlaváček (République tchèque) et Luiz Alberto Figueiredo Machado (Brésil). La session a commencé par la présentation de deux exposés.

**LES EXPOSES:** Nabil Nasr, Center for Integrated Manufacturing Studies au Rochester Institute of Technology, a commencé par mettre en relief l'importance de la mise en place de politiques nationales favorisant le développement de l'infrastructure industrielle et de l'impact de la nouvelle infrastructure. Il a indiqué que les gouvernements pourraient renforcer les liens entre la communauté de la recherche et le monde de l'industrie, éliminer les barrières entravant l'entrée au marché des biens produits en respectant la pérennité des ressources, soutenir les normes régissant la production propre et traiter l'absence de normes et autres moyens de mesures de la production durable.

Annabella Rosemberg, Confédération internationale des syndicats libres, a souligné les liens entre le respect des droits fondamentaux des travailleurs et le respect de l'environnement. Elle a signalé que peu de gouvernements tirent profit des travailleurs et des syndicats en tant qu'agents de changement positif, précisant que les syndicats sont les principaux pourvoyeurs de formation des adultes dans de nombreux domaines.

**DECLARATIONS DES PARTIES ET DES PRINCIPAUX GROUPE:** Le G-77/CHINE a déclaré que les pays devraient élaborer des politiques adaptées à leurs circonstances nationales, et a encouragé la CDD-15 à s'accorder sur des choix politiques tournés vers l'action. Le porte-parole a parlé des défis posés aux niveaux de l'offre et de la demande, et a exhorté les pays industrialisés à éliminer les barrières tarifaires et à accroître l'aide financière à 0,7% de leur PIB. Il a également souligné l'importance de l'augmentation des flux de ressources en faveur de l'infrastructure de base, du renforcement de l'aide au profit des petites et moyennes entreprises (PME), et de la conscientisation pour la modification du comportement des consommateurs.

L'UE a parlé de l'impact du développement industriel durable pour la réalisation des OMD, et a indiqué que les pays en développement devraient être pleinement intégrés dans le système du commerce international. Le représentant a plaidé pour l'encouragement de l'innovation et de l'entrepreneuriat et a mis en exergue les travaux pertinents menés par l'ONUDI, le processus de Marrakech sur les modes de consommation et de production et le rôle vital de l'OIT dans le soutien des OMD.

Le CANADA a souligné l'importance de l'encouragement et de la facilitation des investissements du secteur privé. Le délégué des ETATS-UNIS a encouragé une concentration plutôt sur des approches pratiques que sur des discussions larges. Il a cité des exemples tirés de la Matrice et a proposé de considérer la reproductibilité des expériences réussies.

La CHINE a plaidé pour la coopération sud-sud et pour des politiques nationales renforçant la plate-forme industrielle des pays, et a encouragé les pays industrialisés à ouvrir leurs marchés et à fournir des technologies écologiquement rationnelles à des conditions favorables.

L'IRAN a déclaré que le développement industriel contribuera à la concrétisation des OMD. Le MEXIQUE a parlé des facteurs sociaux et a appelé à l'adoption d'une approche fondée sur "la réduction, la réutilisation et le recyclage." Le JAPON a parlé de l'importance de la création des capacités, des PME et des mesures nationales en faveur de la préservation des ressources et de la gestion des déchets, MAURICE a décrit les difficultés posées aux PEID dans le domaine de la diversification industrielle et a mentionné les problèmes rencontrés dans le maintien des ouvriers qualifiés.

L'INDE a évoqué les problèmes associés à l'utilisation de l'énergie non efficace dans son secteur micro-industriel. L'AFRIQUE DU SUD a encouragé le parachèvement du round de Doha des négociations sur le commerce international et a appelé au soutien des investissements à haute rentabilité, en particulier, ceux ciblant les pauvres et les femmes. Le délégué des PAYS-BAS a décrit l'initiative en faveur d'une énergie "propre, intelligente et compétitive" lancée par son pays pour promouvoir les synergies qui relient la création d'emplois, l'éducation et l'environnement.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a déclaré que les stratégies industrielles devraient englober des plans de création d'emplois durables, et s'est déclaré d'avis avec les appels en faveur du soutien des initiatives de l'OIT. La porte-parole des FEMMES a encouragé le soutien de la formation professionnelle, de l'investissement dans les PME et les femmes entrepreneurs et dans l'accroissement de l'accès à l'énergie. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a plaidé pour une concentration sur "l'industrie chimique verte" et sur "l'engineering vert," aux fins de réduire ou d'éliminer les substances dangereuses et la production préjudiciable. Le représentant des COMMERCE ET INDUSTRIE a plaidé pour des économies de marché ouvert, pour la transparence et pour la création de partenariats.

## DANS LES COULOIRS

Quelques délégués ont été entendus qualifiant les séances de travail de mardi "de peu inspirantes," "peu enthousiasmantes," et même, pour reprendre le mot d'un participant, de "morne." Certains délégués ont fait observer que le grand nombre d'interventions, en particulier autour des questions énergétiques, constituait un signe positif, mais d'autres ont estimé que les déclarations préparées à l'avance ont, dans la plupart des cas, reflété des positions déjà bien répétées.